



**RESEAU DES CAISSES POPULAIRES
DU BURKINA (RCPB)**

**Burkina-Faso
Unité - Progrès - Justice**

**TERMES DE REFERENCE POUR L'ACQUISITION
D'UN LOGICIEL DE REPORTING**

Avril 2011

I. CONTEXTE

1. Présentation du RCPB

Le Réseau des Caisses Populaires du Burkina (R.C.P.B) est un regroupement de coopératives d'épargne et de crédit. Au nombre de 104, celles-ci se regroupent en neuf régions soit quatre unions régionales et cinq antennes techniques.

La fédération en tant que faitière agit, selon ses statuts, en qualité d'organisme de surveillance financière et de contrôle. Elle a donc pour rôle de définir des normes prudentielles et des standards de performance afin d'assurer la bonne santé financière de ses membres et partant de tout le réseau.

Le Réseau des Caisses populaires du Burkina Faso (RCPB) a pour mission de Contribuer à l'amélioration des conditions de vie des laborieuses populations du Burkina, et ce à travers :

- la mobilisation de l'épargne locale ;
- le développement d'entreprises coopératives d'épargne et de crédit fiables et rentables ;
- la promotion de produits et services financiers accessibles et adaptés ;
- l'administration et de la gestion démocratique selon les règles et principes coopératifs, dans le souci du respect de la personne humaine. »

En vue de favoriser d'une part la réalisation de sa mission et d'autre part promouvoir une gestion saine et transparente, le RCPB a entrepris de renforcer son pilotage à travers l'utilisation d'un système automatisé qui produit des informations fiables et disponibles à temps. Il s'agit de rechercher un nouveau logiciel qui permettra à l'institution de disposer d'informations et d'indicateurs utiles via une passerelle qui sera développé pour faciliter l'extraction des données à partir du logiciel transactionnel actuellement utilisé (SAF 2000). Le RCPB vient d'ailleurs de finaliser l'élaboration de son schéma directeur informatique, qui intègre les préoccupations en matière de gestion de l'information.

Le réseau des Caisses Populaires du Burkina (RCPB) est structuré en trois paliers :

- Cent quatre (104) Caisses populaires ou structures de base et leurs points de service au nombre de quarante trois (43),
- Cinq (5) Unions Régionales qui sont des regroupements de Caisses populaires au plan régional,
- Cinq (5) Antennes techniques qui sont assimilables aux Unions mais sans reconnaissance juridique,
- Une (1) Fédération résultant du regroupement des Unions régionales au niveau national.

Aussi, le Réseau des Caisses populaires du Burkina a mis en place des centres de services en vue de se professionnaliser sur certains secteurs porteurs. C'est le cas du

Centre Financier aux Entreprises de Ouaga et du Centre Financier aux Entreprises Agricoles et commerciales (CFE-ac).

Le RCPB est membre de la Confédération des Institutions Financières de l'Afrique de l'Ouest (CIF) depuis Juin 2007, date de tenue de son Assemblée générale constitutive. Le RCPB couvre au 31 décembre 2010, 43 provinces sur les 45 que compte le Burkina Faso.

2. Présentation du logiciel présentement utilisé

Le système d'information de gestion dénommé DECISION, a été élaboré par un partenaire afin de répondre à la nécessité du suivi des indicateurs de performances des institutions affiliées au RCPB. Elle devrait à ce titre permettre aux gestionnaires des caisses de base et des faitières de prendre les décisions idoines et en temps opportun.

Seulement le système d'information de gestion essentiellement basé sur un reporting à travers des fichiers électroniques Excel pour les caisses ayant des ordinateurs et manuels pour les caisses non dotées d'ordinateurs connaît de nombreuses difficultés au nombre desquelles on peut citer :

- le retard dans la transmission des déclarations mensuelles à la FCPB par les Caisses de base;
- la non fiabilité des données ;
- l'incohérence de certaines données générées par le logiciel ;
- des erreurs et omissions ;
- le manque de détail de l'information disponible au niveau consolidé, ce qui ne facilite la prise de décision ;
- l'impossibilité de répondre dans les délais aux exigences des autorités de tutelle et des partenaires.

II. CONTENU DE LA MISSION

1 Objectif du contrat

A travers ce présent mandat, le consultant devra proposer au RCPB une offre technique et financière en vue de l'acquisition d'un logiciel de reporting.

2 Étendue des travaux

- Evaluer les besoins en informations du RCPB au regard de ses objectifs de gestion, de conformité aux normes de la Loi sur les Systèmes Financiers Décentralisés (Nouvel Référentiel Comptable) et aux normes CGAP ;
- Evaluer la capacité du logiciel actuel SAF 2000 à satisfaire les besoins en informations et en dégager les gaps ;
- Proposer un progiciel complémentaire à SAF 2000 pour combler durablement ce gap ;
- Installer et paramétrer le progiciel en vue de son exploitation par le réseau FCPB ;
- Assurer le transfert, l'intégration et la synchronisation des données entre SAF 2000 et le progiciel paramétré ;
- En extraire les reporting nécessaires, à la satisfaction de la FCPB au regard des besoins en informations identifiées et validées préalablement ;
- Fournir un manuel d'utilisation du logiciel et animer une formation de 7 jours pour assurer le transfert de compétences au profit d'un personnel désigné par la FCBP ;
- Fournir une solution qui tiendra compte de la dispersion des bases de données du RCPB
- Fournir une solution web sécurisée

3 Résultats

- L'identification des besoins en information de l'institution et les gaps par rapport à l'existant;
- Le développement d'un progiciel pour combler les gaps;
- La conformité au nouveau référentiel comptable et la sécurité de l'information ;
- L'intégration au logiciel SAF 2000;
- Le transfert de compétences à l'équipe du RCPB;
- La définition claire des engagements du prestataire et du service après vente ;
- La fourniture au RCPB de toute la documentation relative à l'application.
- Un outil de gestion simple d'utilisation, permettant de ressortir des rapports de gestion dynamiques et une synthèse des informations importantes
- Un outil de gestion évolutive et entièrement automatiser
- Le RCPB doit être propriétaire de la solution de ce fait il doit détenir les codes

4 Calendrier d'exécution

Les travaux devront démarrer **au plus tard le 15 Juin 2011** et le logiciel fourni et implanté le **30 Septembre 2011 au plus tard**.

A la fin des travaux, un rapport provisoire sera déposé à la Direction générale. Sept (7) jours après la remise des rapports provisoires, l'institution est tenue de procéder à l'amendement du rapport.

Le rapport définitif sera produit par le consultant, deux (2) jours après la réception des observations de l'institution.

Outre le rapport définitif, le consultant déposera :

- le guide d'utilisation du logiciel,
- le guide d'implantation et de paramétrage du logiciel,
- une copie du logiciel sur CD

5 Notation des offres techniques

Les offres techniques seront étudiées à l'aide d'une grille de notation décrite ci-dessous.

- Fonctionnalités du progiciel,
- Méthodologie d'exécution de la mission,
- Délai d'exécution,
- Sécurité des données,
- Engagements et support après vente.

6 Profil du prestataire

La mission sera réalisée par des cabinets nationaux ou internationaux légalement constitués ayant au moins cinq (05) références en matière de conception et de commercialisation de logiciel utilisé par les institutions de microfinance, notamment dans la zone UMOA, évalué et certifié par le CGAP. La responsabilité de la mission relèvera obligatoirement d'un expert diplômé assisté d'un ou plusieurs consultants en fonction de l'importance des travaux à effectuer.

7 Composition de l'offre

Le prestataire fournira une offre financière et une offre technique séparées.

➤ *L'offre technique du prestataire devra contenir les pièces suivantes :*

- La preuve de la reconnaissance juridique,
- Les fonctionnalités du progiciel,
- La qualification du personnel (nombre et CV)
- Les références techniques,
- La liste des documents à fournir au RCPB à la fin de la mission,
- Le planning d'exécution.

Une bonne connaissance du secteur de la microfinance serait un atout.

L'offre financière ne fera l'objet d'examen que si la note technique est supérieure ou égale à 70 points sur 100.

➤ *L'offre financière devra contenir les éléments suivants :*

- Un devis faisant ressortir l'évaluation des frais liés à l'exécution du marché ;
- La lettre d'engagement ;
- Une caution de soumission d'un montant de un million cinq cent mille (1 500 000) francs CFA.

La note totale sera une combinaison de la qualité technique et du prix de l'offre. De ce fait, la note technique comptera pour 50% et la note financière pour 50%.

Les prestataires dont les offres techniques auront obtenu le score minimum seront invités à faire une démonstration du logiciel à la Fédération. Toutefois, les frais liés à la séance de démonstration sont à la charge du prestataire.

8 La documentation

Un recueil des textes portant réglementation des institutions de microfinance et le nouveau Référentiel Comptable BCEAO est en vente à la Direction Nationale de la BCEAO.

Le rapport d'« étude sur la mise en conformité des SIG des SFD avec le cadre réglementaire de l'UEMOA » sera mis à la disposition du consultant au cours de la mission pour consultation.

Par ailleurs, le consultant aura accès à toute la documentation qu'il jugera nécessaire sur l'institution.